

Au Journal officiel du 30 janvier au 5 février 2016

Au Journal officiel du 30 janvier au 5 février 2016

08/02/2016

Au Journal officiel du 30 janvier au 5 février 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 30 janvier 2016 :

- Rectificatif à l'ordonnance n° 2015-1576 du 3 décembre 2015 portant transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'**harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé** ;

- Ordonnance n° 2016-56 du 29 janvier 2016 relative au **gage des stocks** - *Entrée en vigueur le 1er avril 2016 - Modification du Code de commerce* ;

- Ordonnance n° 2016-57 du 29 janvier 2016 *modifiant l'article L. 742-1 du Code de commerce* relatif aux **conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce** ;

- Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux **contrats de concession** - *Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'énergie, du Code de justice administrative, du Code de la propriété des personnes publiques, du Code du tourisme, du Code des transports, du Code de l'urbanisme, du Code de la voirie routière et de textes non codifiés* ;

- Décret n° 2016-55 du 29 janvier 2016 relatif à l'**obligation de constitution et de conservation de stocks stratégiques pétroliers** - *Modification du Code de la défense* ;

- Décret n° 2016-60 du 28 janvier 2016 relatif aux **modalités d'acquittement partiel de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** - *Modification du Code du travail*.

Au JO du 31 janvier 2016 :

- Ordonnance n° 2016-79 du 29 janvier 2016 **relative aux gares routières et à la recodification des dispositions du Code des transports relatives à l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières** - *Modification du Code des transports, du Code de la voirie routière, du Code général des collectivités territoriales, du Code de commerce, du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme ; modification de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 et abrogation de l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945* ;

- Décret n° 2016-67 du 29 janvier 2016 relatif aux **techniques de recueil de renseignement** - *Modification du Code de la sécurité intérieure, du Code pénal et du Code de justice administrative* ;

- Décret n° 2016-73 du 29 janvier 2016 relatif au **service d'aide à la mobilité bancaire** mentionné à l'article

L. 312-1-7 du Code monétaire et financier **et aux plans d'épargne-logement inactifs** mentionnés à l'article L. 312-20 du même code -*Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 5) - Modification du Code monétaire et financier ;*

· Décret n° 2016-78 du 29 janvier 2016 relatif au **dispositif d'installation progressive en agriculture** - *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*

· Décret n° 2016-83 du 29 janvier 2016 portant diverses dispositions relatives à la **lutte contre le dopage** - *Modification du Code du sport et du décret n° 2015-1455 du 10 novembre 2015 ;*

Et décret n° 2016-84 du 29 janvier 2016 relatif aux **sanctions disciplinaires en matière de lutte contre le dopage** - *Modification du Code du sport ;*

· Arrêté du 29 janvier 2016 *modifiant le Code de procédure pénale* (quatrième partie : Arrêtés) et relatif aux **établissements pénitentiaires affectés à l'exécution des peines et aux services pénitentiaires d'insertion et de probation ;**

· Arrêté du 30 décembre 2015 *modifiant l'arrêté du 14 juin 2002* pris pour l'application de l'article 266 undecies du Code des douanes et relatif à la **déclaration de la taxe générale sur les activités polluantes ;**

· Arrêté du 7 janvier 2016 relatif aux modalités de numérisation des documents constitutifs des contrôles documentés et permanents mis en place par une entreprise mentionnés au 1° du VII de l'article 289 du Code général des impôts - *Modification du Livre des procédures fiscales ;*

· Arrêté du 28 janvier 2016 relatif au **plan d'épargne-logement** - *Entrée en vigueur le 1er février 2016 - Modification du règlement CRB n° 86-13 du 14 mai 1986 et abrogation de l'arrêté du 25 février 2011.*

Au JO du 2 février 2016 :

· Décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux **contrats de concession** - *Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code de l'éducation, du Code de l'urbanisme et de plusieurs textes non codifiés.*

Au JO du 3 février 2016 :

· Loi n° 2016-87 du 2 février 2016 créant de **nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie** - *Modification du Code de la santé publique et de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 ;*

· Décret n° 2016-88 du 1er février 2016 portant publication de la **convention n° 187 de l'Organisation internationale du travail relative au cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail**, adoptée à Genève le 15 juin 2006 ;

· Décret n° 2016-93 du 1er février 2016 relatif aux **tarifs réduits en matière de taxe intérieure de consommation** *modifiant le décret n° 2014-913 du 18 août 2014* relatif aux modalités d'application de l'article 265 nonies du Code des douanes ;

· Décret n° 2016-94 du 1er février 2016 portant **application des dispositions de la loi du 27 septembre 2013 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge** - *Modification du Code de la santé publique ;*

· Décret n° 2016-95 du 1er février 2016 relatif à l'**accueil d'un salarié en contrat de professionnalisation au sein de plusieurs entreprises**- *Modification du Code du travail ;*

· Arrêté du 17 décembre 2015 *modifiant l'arrêté du 26 novembre 2001* relatif à la **transmission**

d'informations concernant le dispositif d'allocation personnalisée d'autonomie par les conseils généraux au ministère de l'emploi et de la solidarité ;

- Arrêté du 22 janvier 2016 fixant le **taux de la cotisation due par les notaires au titre de la garantie collective pour l'année 2016** ;

- Arrêté du 2 février 2016 relatif aux **conditions d'agrément des centres de formation de conducteurs de voiture de transport avec chauffeur** - *Abrogation de l'arrêté du 25 octobre 2013* ;

Et Arrêté du 2 février 2016 relatif à la **formation et à l'examen de conducteur de voiture de transport avec chauffeur**- *Abrogation de l'arrêté du 23 décembre 2009 et de l'arrêté du 25 octobre 2013*.

Au JO du 4 février 2016 :

- Décret n° 2016-100 du 2 février 2016 relatif à la **reconnaissance de la lourdeur du handicap** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2016 - Modification du Code du travail* ;

Et arrêté du 2 février 2016 relatif aux modèles de formulaire de demande de reconnaissance de la lourdeur du handicap, aux modalités de calcul mentionnées à l'article R. 5213-45 du Code du travail et au montant annuel de l'aide à l'emploi mentionné à l'article R. 5213-49 du même code - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2016 - Abrogation de l'arrêté du 9 février 2006 et de l'arrêté du 19 juillet 2012* ;

- Arrêté du 19 janvier 2016 fixant la **liste des substances et méthodes dont la détention par le sportif est interdite** en application de l'article L. 232-26 du Code du sport - *Abrogation de l'arrêté du 23 janvier 2015* ;

- Arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la **plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre** ;

Et arrêté du 25 janvier 2016 relatif aux **gaz à effet de serre couverts par les bilans d'émission de gaz à effet de serre** - *Abroge l'arrêté du 24 août 2011*.

À signaler également au titre de ce JO :

- Décision n° 383926 du 27 janvier 2016 **du Conseil d'État statuant au contentieux** :

« *Les 2°, 3° et 4° du I de l'article 3 de l'arrêté du 6 juin 2014 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant les modalités de remboursement des sommes dues par les élèves et anciens élèves des écoles normales supérieures en cas de rupture de l'engagement décennal (NOR : MENS1411585A) sont annulés* ».

Au JO du 5 février 2016 :

- Décret n° 2016-109 du 3 février 2016 relatif à la **Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires** - *Modification du Code de commerce* ;

- Décret n° 2016-112 du 3 février 2016 relatif à la **reconnaissance des qualifications requises pour procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France** - *Modification du Code du patrimoine* ;

- Arrêté du 19 janvier 2016 relatif aux documents justifiant de l'exercice de l'activité de conducteur de taxi prévus au III de l'article R. 3121-13 du Code des transports pour les candidats à la délivrance d'une autorisation de stationnement figurant sur une liste d'attente.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA